

<http://lepcf.fr/Le-communisme-un-mouvement-dont-il-faut-prendre-soin>



Le communisme, un mouvement dont il faut prendre soin

- Comprendre... -



Date de mise en ligne : samedi 24 février 2018

Copyright © Faire Vivre le PCF ! - Tous droits réservés

Mon texte s'articule en 5 parties. Il s'inscrit dans la préparation du 38^e congrès puisqu'il s'agit dit-on de nous reconstruire, de nous révolutionner ; et plus largement dans l'exigence de réhabiliter le projet d'un intellectuel communiste collectif, de faire de chaque adhérent un intellectuel de la marche du monde.

- 1. La conception du communisme est histoire**
- 2. L'utopie témoigne des rapports des hommes à leur monde réel. Elle ne fait pas l'histoire.**
- 3. Les revenus ne sont pas affaire d'utopie**
- 4. Poser en théorie le rapport communiste à l'aliénation et à l'exploitation**
- 5. Le prolétariat révolutionnaire par sa confrontation à l'exploitation**
- 6 Des divisions catégorielles à la conscience de classe reconstituée**

Le 38^e congrès devra faire bilan. Mais il devra faire plus : Tirer leçon...

Depuis plusieurs décennies - la fermeture de l'école de Draveil peut servir de date repère - la masse des communistes n'a plus guère l'occasion d'apprendre, donc d'apporter leur intelligence à la construction de la conscience du communisme, au risque d'une porosité aux idées dominantes. Les universités d'été, les congrès ne peuvent à eux seuls répondre au besoin des communistes de se faire philosophes engagés dans la transformation du réel, et à la nécessité de forger une conscience collective de l'action concrète à partir de la connaissance empirique de la réalité, toujours limitée, et des lois du mouvement historique toujours à étudier. Le futur secteur formation aura beaucoup à reconstruire ! Mais quoi ?

La vie d'un Parti communiste doit être tout autant pensée pour que ses positionnements politiques soient plus explicitement décidés au titre d'un philosophe collectif de l'action concrète. Pour l'heure, c'est d'abord de l'extérieur que les communistes parviennent à se faire philosophe. Le travail de mise en conscience commune ne se fait plus assez. Or en son temps Marx en fit une priorité.

Je traiterai donc ici de ma propre conscience. Tout d'abord de la conception du communisme faisant histoire parce que lui-même en a une : de l'utopie éternel phénix, se réaffirmant sans cesse plus révolutionnaire que le matérialisme historique (je prendrai ici l'exemple du salaire à vie comme utopie significative de la période), puis à la relation moderne entre aliénation et exploitation (la fameuse querelle Althusser / Sève), afin d'examiner ensuite la voie qui devrait-être suivie par le communisme du XXI^e siècle.

Si le 38^e congrès peut être l'occasion d'un sursaut qui puisse nous projeter vers un renforcement de la perspective communiste, il peut aussi nous ramener au XIX^e, c'est-à-dire à toutes les fausses et mauvaises « bonnes théories » et pratiques qui furent si durement et pas totalement extirpées de l'organisation communiste, que ce soit en matière de formes de propriété, de conception de luttes et de rassemblement.

Quand l'humanité dimanche republie le manifeste le plus urgent à relire c'est le chapitre III : Littérature socialiste et communiste !

Loin d'être un fana des réseaux sociaux censés faire révolution par le miracle des électrons libres de l'électronique moderne, je me suis inscrit, « pour voir », dans les ateliers en ligne. Je vois ! On peut y mesurer beaucoup de colère, d'attentes. Rien de surprenant ! Mais on y mesure aussi d'énormes faiblesses théoriques et idéologiques. Et

comment l'usage de ces dispositifs est aussi un moyen de domination et d'entrisme idéologique à moindre frais. On mesure là les vraies conséquences des insuffisances et certaines raisons de notre difficulté à réagir aujourd'hui à la hauteur des enjeux.

A l'occasion du lancement du 38e congrès nous payons cash les errements de nos 3 dernières décennies, des statuts qui amènent de fait à des crispations en tendances, certaines n'ayant d'ailleurs que peu de consistance politique sinon le dégagisme. Cela ne mènera qu'à d'amers et nouvelles désillusions et querelles ; ou à une nouvelle glaciation de nos orientations et modes de vie.

Si certains en doutent, il suffit qu'ils testent le niveau de connaissance des communistes sur ce qu'est le salaire, l'exploitation, la valeur (économique d'échange) et la valeur d'usage... Peut-on croire que l'on fera une vraie révolution communiste, et que l'on refaitra une organisation efficace tant que ces questions de base de l'économie politique ne reformeront plus le fondement théorique partagé de la prise de Parti ?

Oui, il faut redécouvrir Marx mais encore faut-il en saisir le fondamental et vouloir le partager. Sinon, devenus aveugles ou presque à la lutte des classes, nous allons le rester encore quelques temps. Nous avons été manifestement aveugles en voulant surfer sur le sociétal, et l'approche par des classes faites populaires est une continuation de cette conception. Nous pouvons le rester aussi au nom des luttes. Je me rappelle encore ces salariés menaçant de faire sauter leurs usines, il y a quelques années : terribles exemples de défaites idéologiques...

Se référer au mouvement des luttes en soi dit bien peu de choses de notre ambition, de notre projet politique. Sans conscience, sans effort de pensée, l'empirisme se fait loterie permanente. Alors la survie se fait miraculeuse. Le hasard décide de la vérité historique.

Mais l'homme ne sait pas ne pas penser. Il agit toujours au titre de ses consciences individuelles et collectives.

Il faut non seulement dresser bilan mais en tirer leçon. Le passé est écrit. Nous ne repartirons ni de 2016, ni des années 80/90, ni de 1968, de 1936, 1917, 1789. Nous avons besoin de tirer enseignements de ce passé commun au présent et au futur à écrire.

Nos difficultés témoignent pour une part de ce que furent les consciences des communistes, leur conscience collective.

Il n'y aura pas leçon sans revenir à ce que furent ces consciences. Elles guidèrent des actes qui ont mené à nos difficultés et l'ensemble interpellent notre propre action. Nous affronterons alors plus efficacement les deux options qui se présentent : Revenir, dans les conditions propres à notre temps, à des conceptions ayant déjà été avancées à certains moments du processus historique ; Ou ouvrir la voie à une conception du communisme mieux adaptée au XXIe qui de toute façon aura à prendre du passé en compte...

La conception du communisme est histoire

Dans les manuscrits de 1844, qui n'avaient sans doute pas vocation à être publiés, contrairement à l'idéologie allemande, Marx note : « *Le mouvement entier de l'histoire est donc, d'une part, l'acte de procréation réel de ce communisme - l'acte de naissance de son existence empirique - et, d'autre part, il est pour sa conscience pensante, le mouvement compris et connu de son devenir. Par contre, cet autre communisme encore non achevé cherche pour lui une preuve historique dans des formations historiques isolées qui s'opposent à la propriété privée, il cherche une preuve dans ce qui existe, en détachant des moments pris à part du mouvement (Cabet, Villegardelle, etc., ont en particulier enfourché ce dada) ».*

Dans une lettre à Ruge (1843) il fait une seconde remarque : « *Voilà pourquoi je ne tiens nullement à ce que nous*

arborions un drapeau dogmatique, bien au contraire. Notre tâche, c'est d'aider les dogmatiques à bien comprendre leurs propres thèses. Ainsi, par exemple, le communisme est une abstraction dogmatique, et ici je n'ai nullement en vue un quelconque communisme imaginaire ou possible, mais le communisme réellement existant, tel que l'enseignent Cabet, Dézamy, Weitling et d'autres. Ce communisme n'est lui-même qu'une manifestation particulière du principe humaniste, infectée de son contraire, l'intérêt privé. Par conséquent, abolition de la propriété privée et communisme ne sont nullement identiques, et le communisme a vu naître en face de lui, non pas par hasard, mais par nécessité, d'autres doctrines socialistes, comme celles de Fourier, de Proudhon, etc.. ».

L'insistance de Marx mérite de retenir notre attention ! **Quand la conception du communisme n'est pas suffisante au regard des circonstances concrètes, des propositions se font jour au détriment « du mouvement de dépassement du capitalisme et de toutes les aliénations historiques du genre humain » .**

La résurgence actuelle des propositions des socialistes utopistes ou notre fragilité idéologique aux thèses proudhoniennes, matinales de technicisme ou d'écologisme, signent à la fois un recul de la pensée communiste et une difficulté du PCF à promouvoir une idée forte de la propriété communiste devant accompagner la suppression des propriétés privées petites bourgeoises selon la formule du XIXe (par la simple marche de l'histoire) et capitalistes (au sens d'un capital voué à être productif de capital au titre d'un processus d'exploitation du travail).

Nous souffrons face à l'avancée de la mondialisation du capital et nous n'avons pas digéré l'écroulement des pays de l'Est. Or il reste un potentiel indéniable de résistances dans les services et entreprises publics et la population, sur le besoin et le droit d'une nation d'avoir les moyens de ses projets et de sa souveraineté.

C'est certes en érosion mais encore très prégnant. Nous avons des exemples concrets, pas totalement positifs loin de là, que l'Etat peut conserver une grande part du pouvoir dans les entreprises, y compris multinationales (Thales, mais aussi Alstom, les chantiers de Saint-Nazaire...) s'il en a la volonté et quelques raisons du point de vue des intérêts qu'il sert. Alstom ne fabrique pas « hélas » des moyens de défense ; Mais cela change certaines choses quand la défense européenne reste un pari risqué pour l'ancienne puissance coloniale française se voulant (encore) quelque peu autonome militairement et diplomatiquement du grand-frère américain. Alors un nécessaire contrôle minimum de Thales ou des chantiers de Saint-Nazaire reste encore nécessaire au titre de besoins industriels et militaires renvoyant à des enjeux de politiques étrangères...

Je reviendrai d'une autre manière sur comment nous pourrions mieux porter le débat sur l'appropriation des moyens de travail.

Mais ici je voudrai souligner que **par rapport à l'écoulement du socialisme réel, nous n'utilisons pas pleinement la réalité de leur histoire : Autour de l'introduction de la cybernétique, dès les années 50, des débats intenses ont eu lieu en URSS, RDA et Tchécoslovaquie sur les enjeux et défis posés par ce système technique au « socialisme réel » ; au projet communiste, et même au matérialisme historique et la dialectique .**

L'intervention contre le printemps de Prague a largement marqué la fin de ces réflexions et conduit à la glaciation. **Le corps et l'esprit auraient dû être réconciliés. Ce ne fut pas fait. Engels en aurait facilement prédit les conséquences.**

En France, les débats sur la cybernétique ne furent alors pas moindres et pas « moins philosophiques » . Durant cette période, une autre grande polémique se déploie autour du marxisme (Althusser, Sève et Garaudy). Les deux querelles ont beaucoup plus à voir qu'il n'y semble ! La seconde a néanmoins laissé plus de traces dans les mémoires car elle semblait sans doute porter plus sur le politique que la première.

En France, le débat sur la transformation des forces productives s'est poursuivi au sein du PCF jusque dans les années 80/90 . La cybernétique en tant que nouvelle science en construction était associée à une notion de Révolution Scientifique et Technique (RST) se confrontant à la proposition de révolution informationnelle avancée par P. Boccara.

D'un coté « une révolution par l'intelligence » ;

De l'autre « l'information contradiction révolutionnaire ».

Revenir à cette histoire trop oubliée serait utile :

- 1) Pour montrer que le communisme est en permanence une construction empirique par l'action et une pensée qui tente d'en prévoir le meilleur cours.
- 2) Parce que désormais le capital déploie en grand le système cybernétique qui n'était qu'en lente émergence entre les années 50 et 80, il y a certainement à apprendre de la manière dont alors furent envisagée à l'Est les transformations de la société et du travail.
- 3) Pour mesurer où notre approche actuelle de la révolution scientifique et technique en cours est insuffisante.

Depuis quelques années, de nombreux travaux académiques reviennent sur l'histoire de cette science cybernétique de multiples manières. Ils devraient encourager les communistes à y revenir par eux-mêmes. L'effort éclairerait nos débats actuels sur la révolution à construire .

L'utopie témoigne des rapports des hommes à leur monde réel. Elle ne fait pas l'histoire.

La situation faite actuellement aux prolétaires (au sens du travailleur collectif productif de Marx) réactive dans une partie néanmoins étroite de la jeunesse - et c'est compréhensible - l'idée d'abolition du salariat.

Dans le même contexte, Marx n'a jamais renoncé à mettre en garde contre des aventures qu'il prévoyait lourdes de déconvenues. Aujourd'hui devons-nous nous taire devant certaines propositions d'expérimentations dont on peut anticiper les suites puisqu'elles s'inscrivent dans une histoire déjà bien balisée par les historiens et les juristes ? Ou devons-nous aider les dogmatiques des formes de propriétés avancées au XIXe, ou de l'expérimentation « mouvementiste et créatrice » à bien comprendre leurs thèses à la lumière de l'articulation actuelle de l'exploitation, de l'aliénation, de la division sociale du travail, donc du présent mode de production ?

Il faut nous réapproprier un des enseignements communs à toutes les révolutions réussies ou ayant échoué. **Nous n'avons pas à transformer un futur théorisé ou rêvé mais l'existant, à partir d'une connaissance toujours approximative du monde réel et des lois du développement historique.**

L'utopie n'est pas de même nature que l'empirisme des communistes. Cet empirisme est à comprendre comme un progrès des consciences, historiquement constatables ayant visé l'émancipation à travers une lutte des classes peu ou prou consciente d'elle-même. L'utopie, sans cesse renouvelée est une de ces formes de conscience.

Marx ne condamne donc pas de la même manière les propositions utopistes du XIXe et les idées d'un Proudhon. L'utopie se mesure à son esprit progressiste en esprit au risque néanmoins de devenir réactionnaire en s'obstinant à maintenir « *[de] vieilles conceptions de leurs maîtres face à l'évolution historique du prolétariat* » .

L'utopie n'est plus, n'est pas la base de la conscience et de l'action communiste depuis l'immense travail et les expériences du XIXe. Proudhon lui fut « réactionnaire » au sens de l'évolution historique des forces productives et des modes de production ; et par là il l'est plus encore au XXIè siècle. Le 38ème congrès ne devrait pas fuir ces débats.

Cette grille de lecture vaut pour les propositions qui surfent sur le besoin actuel d'emploi au nom des révolutions techniques ou écologiques.

En Loire-Atlantique, nous avons ainsi beaucoup encouragé publiquement une diversification vers l'éolien du chantier de Saint-Nazaire alors sans charges de travail quand les communistes et la CGT de l'entreprise tenaient bon sur la construction navale. Où est en effet l'emploi durable ? Quelle activité est la plus durablement écologique ? Au terme de quel fonctionnement interne, cette période n'est-elle pas mise en réflexion à l'occasion du 38e congrès ? Est-elle connue des seuls communistes de Saint Nazaire ? N'est-ce pas ce type d'expérience empirique à part entière dont nous devrions tirer aussi enseignements ?

Ce type d'interrogation vaut aussi pour les grandes idées avancées au titre de l'amélioration des conditions d'existence, donc bien entendu pour celles concernant l'accès à un revenu ! Je vais m'y attarder quelque peu. L'enjeu de produire et de faire des échanges économiques qui améliorent la situation de tous n'est jamais mince pour la crédibilité à long terme de la visée communiste.

Les revenus ne sont pas affaire d'utopie

Le caractère révolutionnaire du communisme ou de la gauche dépendrait, nous dit-on de toute part, de la forme d'un « salaire à vie » qui pourrait être proposé. Et pour le coup, les communistes ont le choix ! De la droite la plus libérale et la plus éclairée par les idéaux libéraux des lumières en passant par certains socialistes et des communistes virulents contre le PCF, en tout cas contre ses générations de dirigeants depuis 1945 ! Mais comment en est-on arrivé à ce que des communistes fassent d'un type de salaire à vie une perspective du communisme du XXIe siècle ?

Comment pouvons-nous ne pas mener un minimum le débat au titre de la bataille idéologique à partir des réalités de la lutte des classes et de l'économie politique ?

Ainsi à suivre un B. Friot, « le salaire devenu à vie », serait défini par une « qualification » et payé par « une caisse nationale des salaires » alimentée par la valeur ajoutée : c'est à dire le fameux revenu net que A. Smith partage entre l'ouvrier et l'entreprise capitaliste. Avec la caisse des salaires, le partage se ferait entre l'entreprise et cette caisse au nom des ouvriers. Les actuelles agences d'interim ne font pas autre chose à moindre échelle et de manière lucrative, au nom de leurs intérêts bien compris !

Au mieux, c'est soit le partage intégral des richesses de la social-démocratie allemande se constituant (déjà critiqué par Marx dans sa critique du programme de Gotha), soit une version pernicieuse du « Droit à la paresse » de Paul Lafargue, lui aussi vertement tancé par Marx !

C'est en dernière analyse une reformulation de la théorie de A. Smith rebaptisée à l'occasion révolutionnaire où, comme dans celle-ci, les marchandises sont considérées sur le marché au titre d'une valeur - le temps de travail y aura forcément place - et une répartition des richesses au titre de la valeur subjective de la classe « ouvrière » (et non plus « capitaliste » !!!). Cette valeur de la classe ouvrière ignorante du temps de travail devrait remplacer le capitaliste taux de profit fixant subjectivement le profit devant échoir à la classe capitaliste au titre du partage du revenu net (de la valeur ajoutée) et d'un taux de profit moyen régulant la mobilité du capital.

Ricardo se rendit à l'évidence : l'économie politique ainsi comprise mène à l'impasse ; et la théorie et la société ! Marx expliqua pourquoi, par ses 4 catégories fondées sur la valeur temps de travail : le salaire (temps de travail payé au salarié), la plus-value (temps de travail non payé au salarié), le capital constant (temps de travail mort engagé) et le capital variable (temps de travail vivant).

Tant que les machines ne tourneront pas toutes seules, tant que la société ne sera pas d'abondance mais de subsistance, le mode de production, communiste ou pas, sera confronté au besoin de compter le temps de travail, d'en faire un enjeu essentiel pour assurer la production des valeurs d'usages nécessaires (matérielles et immatérielles), répartir les richesses et mobiliser le surtravail nécessaire au progrès social et à l'avancée vers l'émancipation.

Les communistes transforment le réel à chaque époque, c'est-à-dire au regard des réalités historiques et des moyens et capacités de travail des hommes de leurs temps. Ils ne changent pas le futur qui n'est pas encore écrit ! B. Friot a déjà changé le futur ! Il abandonne donc à la fois le Capital et l'idéologie allemande pour prendre le chemin d'A. Smith ! Comme lui, il casse sa montre afin de ne pas affronter l'enjeu de la distribution des richesses de ce qui existe et est produit. Les communistes ne peuvent casser ni la leur, ni celle de la société...

Les communistes sont les premiers à avoir le droit de savoir et de rappeler que le salaire à vie n'existe pas, en France encore moins qu'ailleurs. Nulle part, « il est déjà là » ; hormis pour ceux qui ne comprennent pas le monde dans lequel ils vivent. Il est une hallucination intellectuelle qui prétend être une réalité en construction mais qui n'existe en réalité que dans les têtes de certains.

Dans le privé, il y a salaire le temps d'un contrat et, hors de ce cadre, des revenus de remplacement. La plupart au titre de la sécurité sociale. Celle-ci crée du communisme en actes sans remettre en cause le fondement du rapport salarial capitaliste. Parce qu'en 1944, le rapport des forces politiques et les réalités des forces productives, et même quelques réalités de la résistance, n'autorisaient pas à exproprier toute la Bourgeoisie. Mais d'où aussi la résilience de cette forme de protection sociale car elle s'inscrit au coeur de la production du surtravail censé échapper en totalité « au prolétariat ».

Pour le coup ce surtravail devient l'objet d'une bataille immédiatement objectivée, ouverte et révolutionnaire...

Encore faut-il comprendre ce surtravail, c'est-à-dire ce temps de travail non-payé.

On ne peut le comprendre que comme le résultat de la soustraction du temps de travail total et du temps travail payé. Sur quelle base est fixé ce temps de travail payé ? Sur la base du pouvoir d'achat socialement jugé nécessaire pour le salarié ; c'est-à-dire en rapport avec le temps de travail nécessaire à la production des biens et services qu'il entend et a besoin d'acheter pour reproduire sa force de travail, de sa famille, de sa classe : la cohésion de la société nécessaire au capital aurait dit Aristote... **Le salaire d'un salarié est fonction de temps de travail sociaux sans aucun rapport avec le temps qu'il passe à travailler pour son capitaliste. Le surtravail est la condition du contrat de travail. Il est plus ou moins long. Les valeurs d'usage ainsi produites sont en proportion de sa durée et de l'efficacité productive du travail.** Sa valeur, le profit qu'il vaut, est fonction de sa seule durée. Ici la loi de la valeur objective fait son oeuvre.

En tout état de cause, « l'économie politique » du projet communisme ne pourra reposer durablement sur une valeur subjective, ni sur deux valeurs, l'une pour définir le salaire (sans rapport avec le temps de travail social) et l'autre jouant sur le marché des biens et services qui serait préservé...

Les communistes peuvent-ils laisser de développer le flou sur de tels enjeux ?

Quant aux fonctionnaires, aux agents de l'état, en France, ce sont des citoyens de toutes classes, catégories ou groupes sociaux auxquels il faut assurer un revenu ! Mais ce revenu n'est pas pour autant un salaire. Les fonctionnaires perçoivent un traitement. Au titre de leur engagement au service des activités que l'ensemble des citoyens considèrent devoir être assumées par la Nation. Le champ, la nature, la qualité de ces activités ont une histoire directement liée au combat politique de classes. Ce traitement fait objet d'un statut et non d'un code, de conventions, d'accords. Il est issu de la contribution des citoyens.

Cette contribution citoyenne est sans cesse flux financier circulant . Les outils et moyens dont se dote ainsi la nation ne relèvent donc pas d'un capital ! Les contribuables ne paient pas leurs impôts en tant que capital ayant vocation à produire du capital. Le rapport du patronat à l'impôt est explicite de ce point de vue ! La seule question qui vaille ici est celle de l'utilité sociale et politique au titre de l'objectif de faire une nation-république, libre, égalitaire, fraternelle et souveraine. Tout cela aussi a une histoire liée directement au combat politique. Le passage en 1789 d'un état propriété privée d'une monarchie absolue à un état-nation-république ne fut pas un fait banal. « L'impôt » se fit dès lors décision démocratique, en tout cas commença à pouvoir le devenir.

Toute déformation de sens de la cotisation dans sa part patronale et tout financement à la source de l'impôt contributif nuisent d'un côté, à la perception de l'enjeu du surtravail, et de l'autre à la compréhension de la singularité de la contribution citoyenne. **L'existence de la fonction publique à la française est un moyen de lutter contre l'usage de l'Etat par la classe dominante, et une démonstration de ce que pourrait être un état construisant les bases objectives du communisme. Elle est un bien trop précieux pour ne pas la défendre dans ses fondamentaux historiques.**

Son existence est un point d'appui immédiat dès que le prolétariat accède au pouvoir. Et ce temps est toujours à compter. Il fut compté pour la commune comme en 1944-47. Il faut savoir prendre vite des décisions tellement fortes qu'elles rendent difficile pour le capital de revenir dessus. Ensuite, il faut que les communistes sachent défendre durablement ce qui a été conquis.

Poser en théorie le rapport communiste à l'aliénation et à l'exploitation

Un des premiers chantiers de Marx fut donc de montrer les limites de l'idéalisme et d'un matérialisme pas assez conséquent. Il traita largement de l'aliénation (des aliénations), c'est-à-dire de l'histoire d'une réalité en mouvement enracinée loin dans l'histoire humaine. Pas pour le plaisir de philosopher dessus mais pour en sortir. L'aliénation, et avec elle de nombreuses dominations, par exemple celle des hommes sur les femmes, sont intimement liées au long processus de division sociale du travail (notamment), créant les conditions et même l'obligation d'espaces privés de travail, des échanges entre groupes sociaux plus ou moins larges, jusqu'à pousser à l'invention de la propriété privée et à l'échange marchand, et finalement à l'exacerbation de ces deux réalités à travers le mode de production capitaliste.

Pourquoi Marx a-t-il dû travailler en commençant par la question de l'aliénation ? Et pourquoi par la suite, il a pu s'en montrer moins ouvertement soucieux, même si chez les spécialistes, les philosophes de métiers, le débat est ici sans fin. Grâce à eux ou à cause d'eux diront les uns et les autres, nous ne sommes pas sortis de la querelle Althusser / Sève ! Et sans doute y'a-t-il eu quelques coups de balanciers entre générations de communistes... Les débats sur représentation, domination, classes populaires VS classes, luttes de classes, sociétal VS travail en sont des témoignages indirects mais significatifs, même si ici prédominent avant tout une fragilité et une perméabilité idéologique aux « idées dominantes » qui reflètent toujours les intérêts de la bourgeoisie (Cf. Marx).

La querelle Althusser / Sève porte sur deux approches philosophiques de Marx. Le mieux est de remettre Marx dans le texte dans les mains des communistes sans vouloir les faire tomber dans les exégèses des érudits. Pour autant les érudits ont à proposer leurs prises de parti sur les questions qu'ils jugent utiles à la pratique, au titre d'une voix qui compte pour une et doit être assumée à ce titre pleinement.

A la première question, pourquoi avoir eu à travailler sur l'aliénation, Marx donne lui-même une partie de la réponse en deux points : 1. Toute aliénation est négation de l'émancipation. 2. En Allemagne, le mouvement révolutionnaire

est en retard sur les mouvements agissants français et anglais. Il manque en Allemagne un rapport matérialiste à la réalité et la pratique. Ce qui ne veut pas dire que Marx n'était pas conscient et soucieux des insuffisances du travail théorique en France .

A la seconde question, celle du retrait éventuel de cette problématique de l'aliénation, je dirai tout simplement que Marx considère qu'une pratique révolutionnaire doit s'appuyer sur des intérêts et non des valeurs, sur les bases matérielles (c'est-à-dire y compris les consciences individuelles et collectives) de la société et non sur les simples représentations qu'ont les hommes de cette société et d'eux-mêmes. Cette proposition de privilégier les intérêts et non les valeurs interpelle certaines de nos actuelles manières de mener nos actions et la bataille politique.

Dès lors que la question des rapports sociaux de production et d'échanges est jugée centrale, la notion d'exploitation de la classe révolutionnaire en puissance apparaît à Marx donner les meilleures clés pour travailler en théorie et en pratique à cette révolution du prolétariat.

L'exploitation est la forme à travers laquelle se construit l'aliénation moderne. Les textes de Marx sont clairs, limpides : l'aliénation a une histoire en lien avec la division sociale du travail qui elle-même à une histoire, l'exploitation capitaliste étant caractéristique de la division sociale du travail sous emprise capitaliste.

La querelle Althusser / Sève perd tout intérêt pratique. Le défi des communistes est de faire cesser « *la stupide opposition entre l'esprit et la matière, l'homme et la nature, l'âme et le corps* » (Engels - La Dialectique de la nature) dans tous les domaines !

Parmi les leçons à essayer de tirer à l'occasion du 38e, une semble incontournable : Faire de l'exploitation la clé d'entrée de notre pratique assurerait de prendre à pleines mains le grand enseignement de l'idéologie allemande : « *Il faut avant tout boire, manger, se loger, s'habiller et quelques autres choses encore. Le premier fait historique est donc la production des moyens permettant de satisfaire ces besoins* ». Un simple bâton fabriqué, voilà l'homme engagé à produire des outils, des machines et à inventer des modes de production, des rapports sociaux de production et d'échanges, des consciences individuelles et collectives historiquement datées. « *On doit par conséquent étudier et élaborer sans cesse l'histoire des hommes en liaison avec l'histoire de l'industrie et des échanges* » .

Le prolétariat révolutionnaire par sa confrontation à l'exploitation

Le mode de production du capital aliène le travail et les hommes, le prolétaire de la pire des manières, et tout autant, mais de manières plus insidieuses, le philosophe et même le capitaliste. « *D'emblée, l'ouvrier s'élève cependant au-dessus du capitaliste, qui est plongé dans un procès d'aliénation où il trouve sa satisfaction absolue, tandis que l'ouvrier, en en étant la victime, est dès l'abord dans une situation de rébellion contre une aliénation qu'il éprouve comme esclavage* » . L'exploitation du prolétariat conduit finalement à l'aliénation de toute la société.

Le philosophe lui-même est aliéné. Il doit vivre de ses idées, s'inscrire dans la division sociale du travail pour faire son revenu et ne peut guère sortir de cette nécessité ! Son travail de pensée risque de l'amener à penser que les idées font le monde parce que la production de ses propres idées fabrique le sien. **L'ouvrier risque de penser le monde à partir de son seul travail sur la matière.** Le travail manuel qui produit les biens matériels est alors le seul qui produit le monde. **L'ingénieur et ses calculs pense l'histoire du monde à partir des sciences et techniques et l'homme de culture pense changer les hommes à partir de son travail de création.**

Les aliénations sont liées à la division sociale du travail de leurs époques ! L'homme est aliéné puisqu'il n'est

pas totalement lui-même dans ses actes au sein de la sphère de la production sociales des richesses vouées à distribution.

La division sociale du travail a ainsi deux faces, comme la marchandise, le travail, l'argent (équivalent général et marchandise) ! Et bien entendu la machine. **Elle fait usage en tant que force productive humaine. Elle rend compte du rapport de l'homme aux écus à l'homme travailleur. A travers cette aliénation, l'homme accède potentiellement à la liberté du temps libre, à l'émancipation à travers l'accroissement de l'efficacité sociale du travail.**

La société du capital est inscrite dans cette contradiction historique à une échelle considérable : à la hauteur de l'efficacité des forces productives que celui-ci concourt à développer.

Parce que le marché est le lieu de l'accaparament capitaliste du surtravail, tout doit se faire marchandise. **Sous le régime du capital, l'aliénation se fait civilisationnelle. L'utopie elle-même est impactée** : En recherchant des alternatives hors de la sphère de production capitaliste sans réponse au problème des échanges, donc du marché qu'impose toute propriété privée. Ou en imaginant l'homme rendu éternel par des marchandises technologiques, ou l'homme dominé par ses créations mécaniques alors que l'homme doit d'abord craindre l'autre homme.

Ici le rôle du prolétariat se fait potentiellement révolutionnaire. Comme classe la plus aliénée, elle est celle qui a le plus grand besoin de s'émanciper. Elle ne peut le faire qu'à partir de sa réalité : un travail spécialisé, parcellaire et exploité. L'exploitation fait la singularité de l'aliénation des prolétaires qui vivent concrètement leur état aliéné à travers elle. En supprimant cette exploitation, les prolétaires peuvent faire d'une pierre deux coups. Il suffit de suivre la proposition du manifeste d'engager un processus de suppression de la propriété privée .

Cette suppression est la voie possible et la condition nécessaire et décisive pour faire reculer la division sociale du travail - le facteur ancestral de l'aliénation dit Marx - et en finir avec les sociétés de classes qui ferment la perspective de l'émancipation au plus grand nombre, et privent les hommes de gérer de manière volontaire, commune et responsable la production de leurs conditions d'existences.

L'aliénation des prolétaires est par ailleurs liée au temps de travail qu'ils doivent consacrer à gagner leur vie. Ils sont donc les plus intéressés à voir progresser l'efficacité productive du travail et à transformer ce processus en réduction du temps de travail et en progrès social, dans un souci bien compris de rapports équilibrés entre leurs besoins et les ressources contraintes de la planète.

Ainsi l'industrie peut cesser d'être une menace pour devenir un atout, à condition que les prolétaires en prennent la direction. Ses machines peuvent réduire le temps de travail à consacrer au règne de la nécessité, économiser la peine des hommes et user au mieux des ressources et forces naturelles. L'industrie est décisive pour élargir, dans toutes les activités et pour tous, le temps où l'homme peut se réconcilier avec lui-même en accédant à de libres activités émancipatrices.

L'industrie est un immense bien commun que le prolétariat se doit de conquérir. En suivant ce cap, le communisme sera celui qu'attendent les hommes du XXI^e siècle : la voie qui mène à la fin du travail en les sortant tous de la faim du travail.

Ce communisme sera une économie de production, hyper-socialisée à toutes les échelles, socialement responsable, pas une économie de producteurs associés vivant de la consommation et des modes de vie de quelques communautés, couches ou catégories de la population. La France comptait 34 millions d'habitants en 1840, 50 en 1968, 66 en 2015. L'organisation des forces productives doit en tenir compte.

Nous nous interrogeons sur comment rassembler le salariat : Les points ci-dessus donnent quelques pistes. Nous ne partons pas de rien même s'il faut continuer à travailler, et sans doute éclaircir à nos propres yeux et à ceux des prolétaires les visées que nous avons.

La grande question est : Nous déployons-nous là où il faudrait le faire ? Et comment le faisons-nous ?

Des divisions catégorielles à la conscience de classe reconstituée

Saliha Bousseadra souligne dans l'humanité du 19 Février, « *Les salariés sont soumis à des divisions catégorielles qui rendent leur intérêt de classe secondaire* ». Fort heureusement et très justement elle ajoute immédiatement : « *Il n'est pas possible de renvoyer les problématiques catégorielles à des problèmes secondaires. Il s'agit au contraire de les reconnaître pleinement. Une politique de classe qui ne travaille pas avec et contre les divisions catégorielles en pensant passer au-dessus semblent vouée à l'échec* ».

Ce sont bien en effet les divisions liées au travail qu'il faut investir. Les divisions modernes issues ou exacerbées par le Capital. Ou des divisions plus anciennes récupérées au passage par le capital alors même qu'il en n'a pas strictement besoin de certaines ! Entre les hommes et les femmes, le racisme. Les seules divisions anciennes qui l'intéressent ce sont en définitives celles entre les fonctions intellectuelles et manuelles. Mais ici la machine moderne a des exigences radicalement nouvelles...

Au temps de Marx, le grand défi d'imposer politiquement un parti véritablement communiste passait par une farouche volonté de s'affranchir de l'influence de travailleurs non capitalistes (et autres petits bourgeois) dont les projets politiques ne relevaient de la perspective du Manifeste mais seulement d'un anticapitalisme en commun. Le défi était d'autant plus évident que le prolétariat n'était pas forcément la classe la plus nombreuse des classes ou groupes sociaux. Cette époque est dernière nous ! Le défi est d'intégrer les effets politique de la division concrète du travail, ses effets abstraits sur le prolétariat.

Depuis les années 60, le prolétariat est devenu la classe la plus nombreuse, y compris dans le pays du libéralisme avancé, les USA : le travail indépendant y est de 4 points inférieurs à ce qu'il est en France. (Je reviens plus loin sur cette réalité)

Dans les années 60, l'effort à faire pour coller aux réalités du salariat auquel appelle Saliha Bousseadra a été perçu. Mais admettons qu'il ne fut pas mené avec la détermination et les moyens nécessaires. Admettons même qu'il a reculé dès que nos échecs électoraux au tournant des années 70 ont commencé à interpeller notre stratégie.

Vouloir centrer notre révolution interne sur la prise en compte des classes populaires peut-elle inverser la tendance ? Certainement pas car nous allons participer à l'émiettement de la conscience des prolétaires.

Nous avons manifestement des faiblesses intrinsèques à extirper ! Nous pouvons déjà imaginer où les trouver : dans une approche historique rétrécie du concept de prolétariat qui ne prêtait pas trop à conséquences jusqu'en 1960, mais qui depuis est devenu un obstacle stratégique au vu de la réalité des forces productives modernes.

Il faut donc en revenir à ce fameux prolétariat de Marx, travailleur collectif productif qui peut aller d'un scénariste du cinéma, salarié des studios hollywoodiens de la grande époque, à l'ouvrier moderne fabriquant la Smart ou la future voiture autonome ! Sans oublier que devenir fonctionnaire, retraité, chômeur, chercheur, professeur, ne vous a jamais sorti pas de votre classe dès lors que vous êtes radicalement séparé en propre de toute propriété des moyens de production et d'échanges.

Il faut renouer avec Marx et Engels. Le communisme réel soit savoir prendre acte de l'existence d'un « travail simple et complexe ». Il faut prendre acte que les divisions du travail dans lesquelles le prolétariat voit s'inscrire nécessairement ses membres ne peuvent amener les communistes à les hiérarchiser, à soumettre les unes aux autres sous couvert d'une nécessité de renverser les divisions concrètes et mal vécues du travail.

Il faut absolument porter une conception forte et partagée du travail, de ses finalités sociales et de l'exigence qu'un travail ne doit ni tuer, ni blesser, ni faire souffrir à cause des intérêts d'une classe qui ne travaille guère.

Il faut tout autant nourrir tous les combats sur la formation afin de s'assurer que tous les fils et filles de prolétaires puissent accéder le plus vite possible à toutes les fonctions, jusqu'aux plus hautes responsabilités que ne cessent de déléguer la Bourgeoisie. Ici, l'affaire est stratégique. Les fils d'ingénieurs, des cadres ont besoin que les fils d'ouvriers les rejoignent aux postes de responsabilité pour affronter ensemble leur antagonisme commun aux exigences de la rentabilité financière et du capital...

La salarisation massive de la population acte que « *La bourgeoisie s'avère comme une classe superflue ; toutes ses fonctions sociales sont maintenant remplies par des employés rémunérés* » .

Sans doute, devons-nous relier ce fil aux réalités du salariat d'aujourd'hui, à la conception du travailleur collectif productif de Marx.

La grande priorité n'est-elle pas d'aider le prolétariat à reprendre les mots de Sieyès à son seul compte, qu'il soit du privé ou du secteur public : « *Qui donc oserait dire que le Tiers état n'a pas en lui tout ce qu'il faut pour former une nation complète ?* ». Le prolétariat du XXIe gagnerait en force en renouant avec cette manière de penser le monde, dans la réalité historique du rapport social.

La volonté du capital de ramener le travail salarié au travail du XIXe doit ici se comprendre d'un double point de vue : celui de la recherche d'une exploitation plus grande ; celui de masquer aux prolétaires la réalité de leur rôle collectif et la réalité du non-rôle de la bourgeoisie.

Choisissons de devenir le parti de tout le prolétariat, c'est-à-dire le parti qui entend faire progresser le travail de toutes les catégories et professions de salariés dans un objectif d'émancipation de tous.

Ici, il y a ici une vraie place pour traiter en communiste de l'enjeu du numérique ! L'usage même du numérique confortera le fait d'une bourgeoisie de plus en plus en éloignée de la conduite et du développement des conditions d'existences de la société.

Le prolétariat ne joue pas son devenir de classe révolutionnaire et sa révolution dans une adaptation consumériste aux nouvelles technologies. Ni dans leur seule maîtrise pratique. Pour ses intérêts bien compris, le capital multiplie les efforts pour former les nouvelles générations aux nouvelles technologies numériques. Il le fait sur des bases capitalistes. Il faut le faire sur de toutes autres bases. Mais au final cela se fera, et la formation ne réglera pas la question du rapport de classes.

Il faut tenir une grande affirmation : Seul le prolétariat produit, invente, déploie les outils de travail. Lui seul fait qu'ils s'animent grâce au contact du travail humain, du travail vivant. Son travail. Au titre d'un immense travailleur collectif dont tous les membres ont en commun de partager la non-propriété de moyens de production.

Il faut mieux penser ce travailleur collectif et le penser handicapé dans sa mise en mouvement par l'immensité des moyens de production à déployer et donc par les intérêts de cet homme aux écus qui a pour l'heure les clés de la

solution.

Le pouvoir moderne c'est le capital dans des mains privées. Ce facteur social de production doit devenir en totalité la propriété des hommes producteurs associés, associés à l'échelle de la société toute entière

Les « hackers de la société » ont parfois des cotés utopistes sympathiques et souvent des cotés réactionnaires ou très capitalistes ! Mais leur avenir comme celui de tous les prolétaires passera par la transformation, donc la conquête de l'entreprise capitaliste.

En tout état de cause, l'horizon de l'entreprise associée, se voulant non capitaliste, voire « non-lucrative », mais propriétaire de son moyen de travail, est toujours celui du manifeste.

Nous avons du mal à assumer en conscience le verdict de ce texte. Alors réapprenons au moins à regarder le réel. Ce sera au moins cela... « *En général, le taux d'emploi indépendant est plus élevé dans des pays disposant d'un niveau de revenu par habitant plus bas* ».

Au pays sans doute le plus libertaire du monde par tradition historique, le pays où s'abreuvent tant de propositions soi-disant révolutionnaires, les USA, le travail indépendant représentait en 2014 6,5% (en baisse de 1% sur 2000) de l'emploi contre 10,2% en France (+1% sur 2000) . Pas tant parce que le capital en France est moins dominant mais parce que dans le concert des Nations, il s'affaiblit et sape par là les forces productives nationales.

Post-scriptum :

En PJ, vous trouverez des notes complémentaires